TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	5
Préface	7
Sommaire	9
Liste des abréviations les plus couramment utilisées	15
Préambule	19
PARTIE 1. ASPECTS FISCAUX DE LA MOBILITÉ INTERNATIONALE	21
Titre 1. Introduction	21
Titre 2. Résidence fiscale en droit interne belge	26
Chapitre 1. Habitants du Royaume au sens de l'article 2 du C.I.R.	26
Chapitre 2. Commentaires sur la résidence fiscale belge issus d'autres sources administratives	29
Titre 3. Résidence fiscale en droit fiscal international	32
Chapitre 1. Application du droit interne local	32
Chapitre 2. Appel aux C.P.D.I. en cas de conflit de double résidence fiscale	33
1. Définition du « résident » dans les C.P.D.I.	34
a. Quatre critères successifs de l'article 4 des C.P.D.I.	34
b. Premier critère : le foyer d'habitation permanent	35
c. Deuxième critère : le centre des intérêts vitaux	36
d. Troisième critère : le lieu de séjour habituel	37
e. Quatrième critère : la nationalité	38
f. En dernier recours : le commun accord	39

Titre 4. Conséquences du statut de résident fiscal sur l'imposition en Belgique	40
Chapitre 1. Taxation des revenus mondiaux vs taxation des revenus de source belge	40
Chapitre 2. Exercice « spécial » (art. 309 C.I.R.)	41
1. Principes	41
2. Exemple	43
Chapitre 3. Revenus immobiliers de source belge des travailleurs en mobilité internationale	50
Titre 5. Dévolution du pouvoir d'imposition selon les conventions préventives de la double imposition	56
Chapitre 1. Pourquoi les C.P.D.I. ?	56
Chapitre 2. Article 15 : revenus d'emploi	58
1. Principe de taxation dans l'État d'activité	58
a. Critère de la présence physique	59
b. Preuve de la présence physique	61
c. Champ d'application de l'article 15	62
2. Exception au principe de taxation dans l'État d'activité : la règle des 183 jours	64
a. Séjour ou activités de 183 jours	66
b. Paiement par ou pour le compte d'un employeur	71
i. Notion d'employeur	72
ii. Notion de « paiement par ou pour le compte »	78
c. Rémunération à la charge d'un établissement stable	79
i. Introduction	79
ii. Définition de l'E.S. de la Convention modèle O.C.D.E.	80
– L'établissement stable matériel	86
– L'établissement stable personnel	92
– L'établissement stable de services	95
iii. Charge des rémunérations « supportée par » un établissement stable	96
iv. Conséquences de la pandémie du coronavirus (COVID-19) sur les risques de création d'établissement stable	98

Chapitre 3. Article 16 : les tantièmes	103
1. Champ d'application de l'article 16	103
2. Principe de taxation dans l'État de résidence de la société	104
3. Membres du conseil d'administration ou de surveillance ou d'un organe analogue	108
4. Activités journalières de direction, de caractère technique, commercial ou financier et les associés	110
a. Administrateurs exerçant une activité journalière de direction, ou de caractère technique, commercial ou financier	110
b. Associés d'une société, autre qu'une société par actions, qui exercent une activité personnelle dans ladite société	112
Chapitre 4. Cas particulier de la France	114
1. Une nouvelle C.P.D.I. remplace une ancienne convention atypique	114
2. C.P.D.I. belgo-française du 10 mars 1964	115
a. Définition de la résidence fiscale	115
b. Variante à la règle générale « des 183 jours »	116
c. Régime des travailleurs frontaliers français	118
d. Volontariat international en entreprise (V.I.E.)	124
Chapitre 5. Cas particulier du Grand-Duché de Luxembourg	127
1. Accord amiable instaurant une règle de tolérance de 24 jours (34 jours à partir de 2022)	127
2. Vademecum sur la charge de la preuve	129
3. Modalités pratiques d'application de l'accord amiable	132
a. Situations visées	133
b. Calcul de la limite des 24 jours	135
i. Règles de base	135
ii. Journées à inclure	136
iii. Journées à exclure	136
iv. Cas particuliers	137
c. Comment déterminer la rémunération ?	139

Chapitre 6. Dispositions préventives de la double imposition	147
1. Article 23 du Modèle de Convention O.C.D.E.	147
a. Méthode d'exemption (avec réserve de progressivité)	148
b. Méthode d'imputation	150
2. Exonération avec réserve de progressivité en Belgique	153
a. Revenus imposables (ou pouvant être imposés) dans l'État de la source	153
b. Revenus imposés (ou soumis à l'impôt) dans l'État de la source	154
c. Revenus effectivement imposés dans l'État de la source	156
3. Éviter ou tempérer une double imposition en droit fiscal belge	160
a. Exemption avec réserve de progressivité de l'article 155 du C.I.R.	160
b. Questions soulevées par l'exemption de revenus de source étrangère au sein de l'Union européenne	163
c. Réduction de moitié de l'impôt belge de l'article 156 du C.I.R.	167
d. Circulaire A.G.C.D.	172
4. Centimes additionnels communaux sur les revenus exonérés par convention (article 466bis du C.I.R.)	174
Titre 6. Traitement dans la déclaration fiscale belge des revenus de source étrangère exonérés par convention	176
Chapitre 1. Exemple du <i>salary-split</i>	176
Annexe à la déclaration à l'impôt des personnes physiques Exercice d'imposition 2022 (revenus 2021) M. Alex Patriassion NN. : AA.MM.JJ-123-456	189
1. Situation	189
2. Base légale pour l'exonération	190
3. Détail du montant exonéré (montants en euros)	190
4. Annexes	190

Annexe à la déclaration à l'impôt des personnes physiques Exercice d'imposition 2022 (revenus 2021) M. Alain Térieur NN. : AA.MM.JJ-987-654	192
1. Situation	192
2. Base légale pour l'exonération	192
Chapitre 2. Travailleurs transfrontaliers et COVID-19	194
1. Introduction	196
PARTIE 2. SOURCING EN MOBILITÉ INTERNATIONALE	201
Titre 1. Introduction	201
Titre 2. Plans d'intéressement	203
Chapitre 1. Options sur actions	203
1. Principes	203
2. Double imposition <i>vs</i> absence d'imposition	209
3. Exemple	214
4. Dégrèvement	215
Chapitre 2. Actions gratuites et autres plans d'intéressement sous forme d'actions ou de parts	216
1. Principes	216
2. Exemples	218
Titre 3. Indemnités de fin de contrat	222
Chapitre 1. Introduction	222
Chapitre 2. Point de vue de l'O.C.D.E.	223
1. Indemnité de préavis	223
2. Indemnité de licenciement	224
Chapitre 3. Point de vue de l'administration fiscale belge	225
Titre 4. Plans de pension complémentaire	230
Chapitre 1. Introduction	230
1. Premier pilier	230
2. Deuxième pilier	231
3. Troisième pilier	232

Chapitre 2. Systèmes de taxation	232
1. Niveaux de taxation	232
a. Cotisations	232
b. Rendement de l'investissement	233
c. Paiement des prestations	233
2. Types de systèmes de taxation	234
a. Conséquences des systèmes de taxation E.T.T./ E.E.T./T.E.E.	236
b. Deuxième pilier en Belgique	237
Chapitre 3. Article 18 du Modèle de Convention O.C.D.E. sur les pensions	240
Chapitre 4. Illustrations de situations transfrontalières liées à des plans de pension complémentaire	243
1. Belgique-France	243
a. Systèmes de retraite en France	243
b. Pensions dans la C.P.D.I. entre la Belgique et la France	244
c. Premier exemple	245
d. Deuxième exemple	246
2. Belgique – Grand-Duché de Luxembourg	246
a. Systèmes de retraite au Grand-Duché de Luxembourg	246
b. Pensions dans la C.P.D.I. conclue entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg	248
c. Premier exemple	250
d. Deuxième exemple	251
3. Belgique – Pays-Bas	252
a. Systèmes de retraite aux Pays-Bas	252
b. Pensions dans la C.P.D.I. conclue entre la Belgique et les Pays-Bas	252
c. Premier exemple	259
d. Deuxième exemple	260

PARTIE 3. PRINCIPES D'IMMIGRATION, DE DROIT DU TRAVAIL ET DE SÉCURITÉ SOCIALE EN MOBILITÉ INTERNATIONALE	261
Titre 1. Principes d'immigration	261
Chapitre 1. Libre circulation des travailleurs citoyens européens et suisses	261
1. Principes de droit européen	261
2. En droit belge	263
a. Séjour temporaire	264
i. Pour les séjours de moins de trois mois	264
ii. Pour les séjours de plus de trois mois	265
b. Séjour permanent	267
c. Membres de la famille d'un travailleur citoyen européen	269
Chapitre 2. Circulation des travailleurs ressortissants de pays tiers	269
a. Court séjour	270
b. Long séjour	274
a. Travailleurs salariés : permis unique	275
i. Principe général : test du marché de l'emploi	277
ii. Exception à ce principe : catégories spécifiques	278
b. Travailleurs indépendants	281
i. Procédure en Régions wallonne, bruxelloise et en Communauté germanophone	281
ii. Procédure en Région flamande	284
c. Membres de la famille	288
Titre 2. Principes de droit du travail	289
Chapitre 1. « Règlement Rome I » : identification du droit du travail applicable	289
1. Principe : liberté de choix – droit du travail « subjectivement » applicable	289
2. Première restriction : droit du travail « objectivement » applicable	290
3. Deuxième restriction : lois de police	292

4. Troisième restriction en cas de détachement : directives 96/71 et 2018/957 concernant le détachement de travailleurs salariés, directive 2014/67 d'exécution et directives 91/533 et 2019/1152 et leur transposition en droit belge	293
a. Directives 96/71 et 2018/957, directive 2014/67/UE d'exécution et les directives 91/533 et 2019/1152	293
i. Notion de détachement au sens de la directive « Détachement »	294
ii. Conditions de travail reprises au sein de la directive « Détachement »	296
iii. Mesures de contrôle et d'exécution : directive 2014/67 d'« Exécution »	299
iv. Obligations complémentaires en cas de détachement : directives 91/533 et 2019/1152	303
b. En droit belge : loi du 5 mars 2002 relative aux conditions de détachement	305
i. Notion de « détachement en droit belge »	305
ii. Conditions de travail reprises au sein de la loi du 5 mars 2002	307
iii. Mesures de contrôle et de surveillance liées au détachement en droit belge	310
– Déclaration préalable « Limosa »	310
– Autres mesures de contrôle et d'inspection	313
– Mesures en cas de travail intérimaire	315
iv. Obligation en cas de détachement de la part de la Belgique vers l'étranger	316
– Obligation en cas de détachement de plus d'un mois	316
– Obligation en cas de travail intérimaire et de détachement intragroupe	316
Chapitre 2. Problématique de la mise à disposition de travailleurs	317
1. Principe : l'interdiction de la mise à disposition	317
2. Exceptions	319
a. Première exception : contrat de prestation de services ou de sous-traitance entre le tiers et l'employeur	319

b. Deuxième exception : la mise à disposition du personnel temporaire	321
i. Moyennant autorisation préalable de l'inspection sociale	321
ii. Sans autorisation préalable de l'inspection sociale	322
Titre 3. Principes de sécurité sociale	324
Chapitre 1. Règlements européens n ^{os} 883/2004 et 987/2009	325
1. Règles de détermination de la sécurité sociale applicable	325
2. Détachement	326
a. Principes	326
b. En pratique : formalités de sécurité sociale et mise en œuvre du détachement	330
3. Occupation simultanée	330
a. Activités salariées dans deux ou plusieurs États membres	332
i. En cas d'activités pour le compte d'un seul employeur	332
ii. En cas d'activités pour le compte de deux ou plusieurs employeurs	333
b. Activités non salariées dans deux ou plusieurs États membres	333
c. Activités salariées et non salariées dans deux ou plusieurs États membres	334
d. En pratique : formalités et mise en œuvre de l'occupation simultanée	335
4. Exceptions	336
Chapitre 2. Accord de retrait et accord de commerce et de coopération conclu entre l'Union européenne et le Royaume-Uni	337
Chapitre 3. Conventions bilatérales de sécurité sociale	338
Chapitre 4. Absence de convention bilatérale de sécurité sociale	339

PARTIE 4. RÉGIMES FISCAUX POUR TRAVAILLEURS INTERNATIONAUX	341
Titre 1. Régime spécial d'imposition des cadres étrangers en Belgique	341
Chapitre 1. Introduction	341
Chapitre 2. Conditions d'application	342
Chapitre 3. Avantages liés à l'application du régime spécial d'imposition	346
1. Statut fiscal de non-résident belge	347
2. Remboursement de dépenses propres à l'employeur	348
3. Rémunérations afférentes aux activités professionnelles exercées à l'étranger	351
Chapitre 4. Position de l'O.N.S.S.	353
Chapitre 5. Procédure	356
Chapitre 6. Illustrations	359
Chapitre 7. Questions spécifiques et évolution du régime spécial d'imposition	363
Titre 2. Régime spécial d'imposition pour les contribuables impatriés et les chercheurs impatriés	371
Chapitre 1. Introduction	371
Chapitre 2. Champ d'application	371
Chapitre 3. Conditions d'octroi du régime	374
Chapitre 4. Avantages liés à l'application du nouveau régime	376
Chapitre 5. Position de l'O.N.S.S.	379
Chapitre 6. Procédure	380
Chapitre 7. Régime transitoire	382
Chapitre 8. Questions diverses	387
Chapitre 9. Illustrations	391
a) Rémunération globale totale de 100 000 euros	393
b) Rémunération globale totale de 390 000 euros	394

c) Rémunération globale totale de 500 000 euros.	395
d) Rémunération globale totale de 1 000 000 d'euros.	396
Titre 3. Aperçu de certains régimes de taxation de faveur à l'étranger	398
Chapitre 1. Régime spécial des impatriés en Espagne (<i>Régimen especial aplicable a los trabajadores desplazados a territorio español</i>)	398
1. Introduction	398
2. Conditions d'application du régime spécial	398
3. Avantages liés à l'application du régime spécial	399
4. Procédure	400
Chapitre 2. Régime spécial d'imposition des salariés impatriés en France	400
1. Introduction	400
2. Conditions d'application du régime spécial	401
3. Avantages liés à l'application du régime spécial	402
4. Procédure	404
Chapitre 3. Régime fiscal pour les impatriés au Grand-Duché de Luxembourg	404
1. Introduction	404
2. Conditions d'application du régime spécial	405
3. Avantages liés à l'application du régime spécial	406
4. Procédure	407
Chapitre 4. Régime fiscal pour travailleurs impatriés en Italie	408
1. Introduction	408
2. Conditions d'application du régime spécial pour les travailleurs impatriés (<i>Regime speciale per lavoratori impatriati</i>)	409
3. Avantages liés à l'application du régime spécial pour les travailleurs impatriés	409
4. Procédure	410
Chapitre 5. Règle des 30 % aux Pays-Bas (<i>De 30 %-regeling</i>)	411
1. Introduction	411
2. Conditions d'application du régime spécial	411

3. Avantages liés à l'application du régime spécial	412
4. Procédure	413
Chapitre 6. Régime spécial des résidents non habituels au Portugal (<i>Regime dos Residentes Não Habituais</i>)	413
1. Introduction	413
2. Conditions d'application du régime spécial	414
3. Avantages liés à l'application du régime spécial	414
4. Procédure	416
Chapitre 7. Imposition selon le régime de la remise au Royaume-Uni (<i>Remittance basis taxation</i>) et le <i>Overseas Workday Relief</i> (O.W.R.)	417
1. Introduction	417
a. Notion de domicile	417
b. Notion de résidence fiscale	418
i. Test de non-résidence fiscale automatique (<i>Automatic Overseas Test</i>)	418
ii. Test de résidence fiscale automatique (<i>Automatic Overseas Test</i>)	419
iii. Test des liens suffisants (<i>Sufficient Ties test</i>)	420
2. Avantages liés au régime d'imposition selon le régime de la remise (<i>remittance basis</i>) et <i>Overseas Workday Relief</i> (O.W.R.)	422
a. Conditions d'application du régime O.W.R.	423
b. Avantages liés à l'application du O.W.R.	423
3. Autres avantages fiscaux liés à la mobilité internationale et réservés aux travailleurs non domiciliés au Royaume-Uni	424
4. Procédure	425
Chapitre 8. Illustration et comparaison des régimes de taxation	426
Conclusion	433
ANNEXES	439
Index	497